

# Les tiers-lieux en France

Panorama 2026

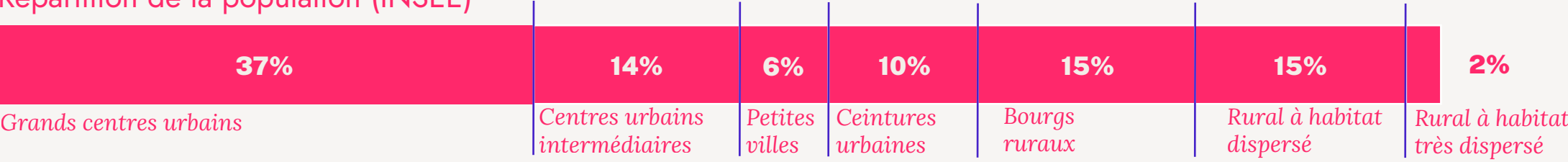
## Croissance du mouvement



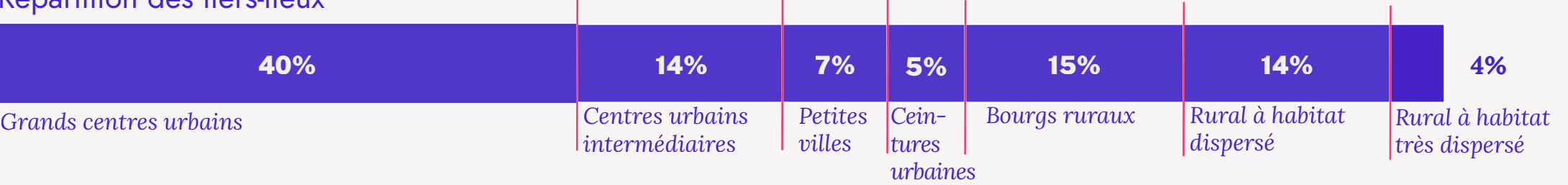
4 041 tiers-lieux cartographiés en tout dont 1 035 répondants à l'enquête détaillée du recensement 2026

## Une répartition territoriale équilibrée

Répartition de la population (INSEE)



Répartition des tiers-lieux



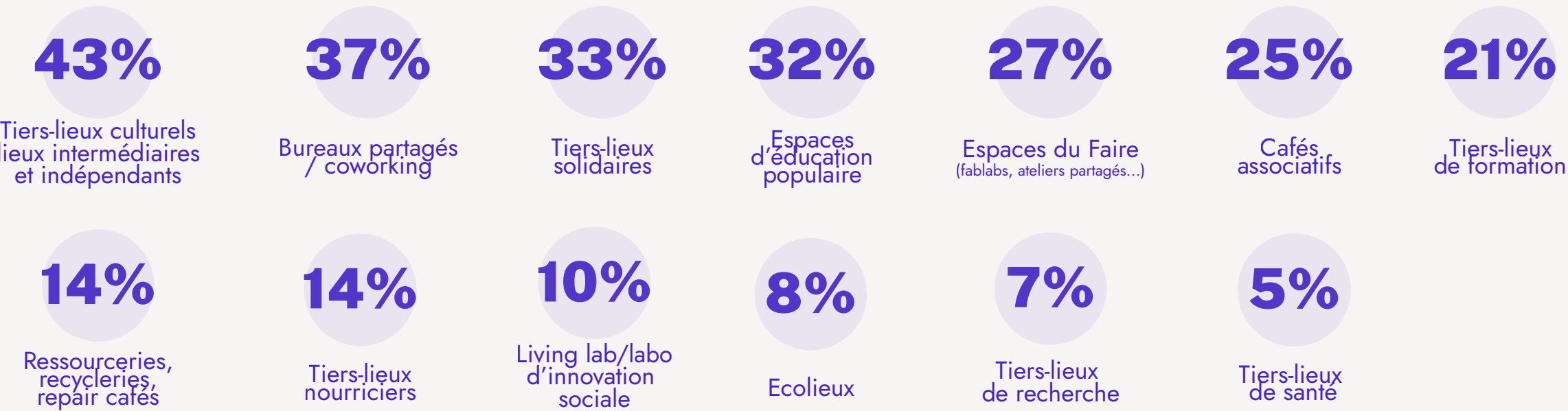
## Une hybridation d'activités au service des habitants

Un tiers-lieu, en moyenne, réunit 9 activités différentes et appartient à 3 grandes familles

Part de tiers-lieux proposant chacune des activités suivantes



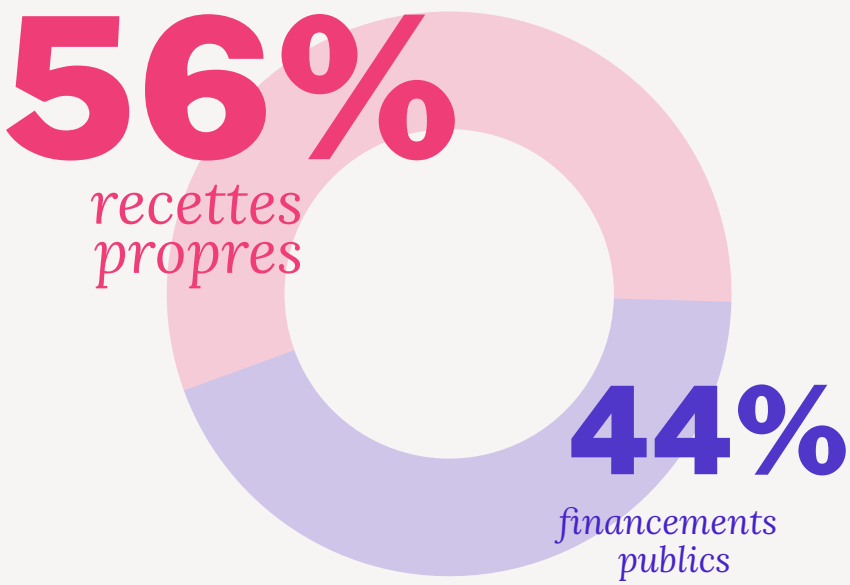
Grandes familles de tiers-lieux



## Une économie hybride au service de l'intérêt général

+ de 12 000 emplois directs

Un modèle économique majoritairement porté par les recettes propres :



Chiffre d'affaires moyen

108 000 € par tiers-lieu

Soit un mouvement représentant en 2025 près de :

440 millions d'€

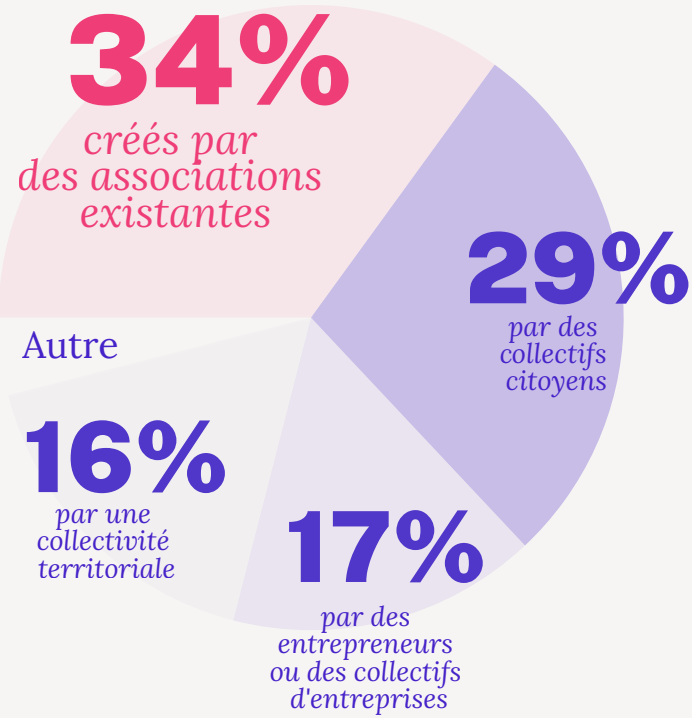
## Des partenaires stratégiques pour les politiques publiques territoriales

94% des tiers-lieux ont des partenariats avec les acteurs publics

75% avec des communes  
68% intercommunalités / 52% Régions  
48% Départements / 41% Etat / 27% CAF  
23% France Travail / 19% Europe

12% hébergent un service public

## Un mouvement issu et porté par la société civile



+ de 900 000 adhérents

+ de 170 000 bénévoles mobilisés

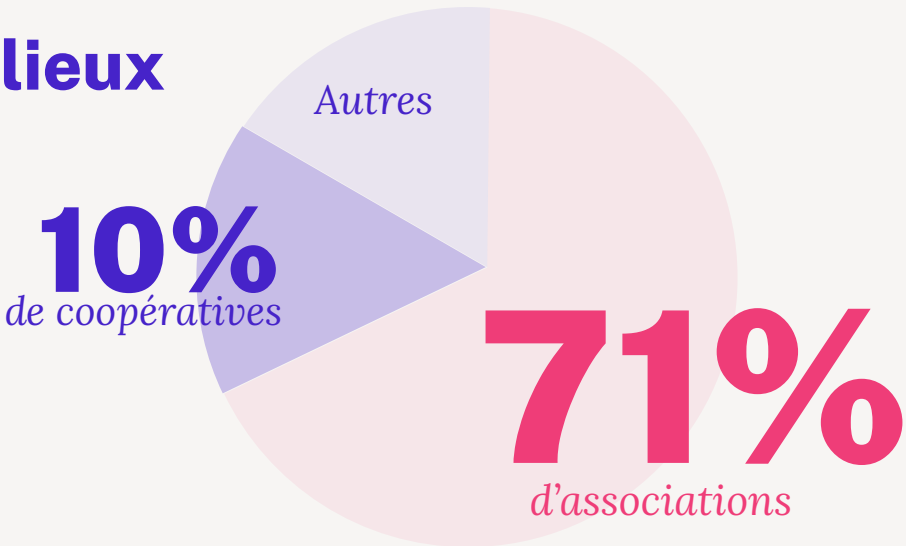
+ de 2 600 volontaires en service civique

## Statuts juridiques des tiers-lieux

Réalisé par:

France TIERS LIEUX

OBSERVATOIRE DES TIERS-LIEUX



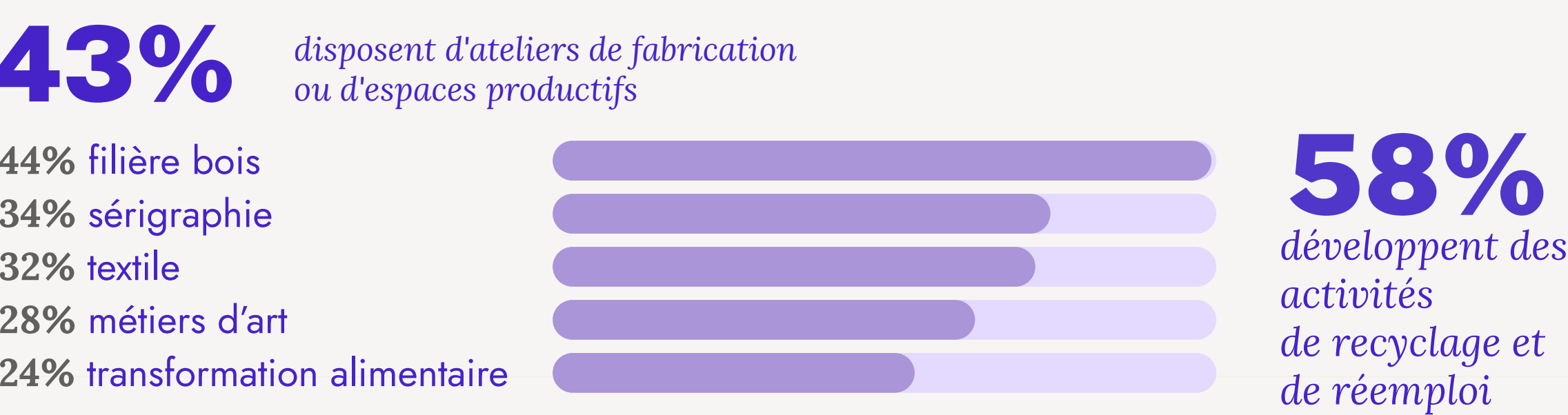
Moteurs d'animation de la vie locale



Lieux de travail



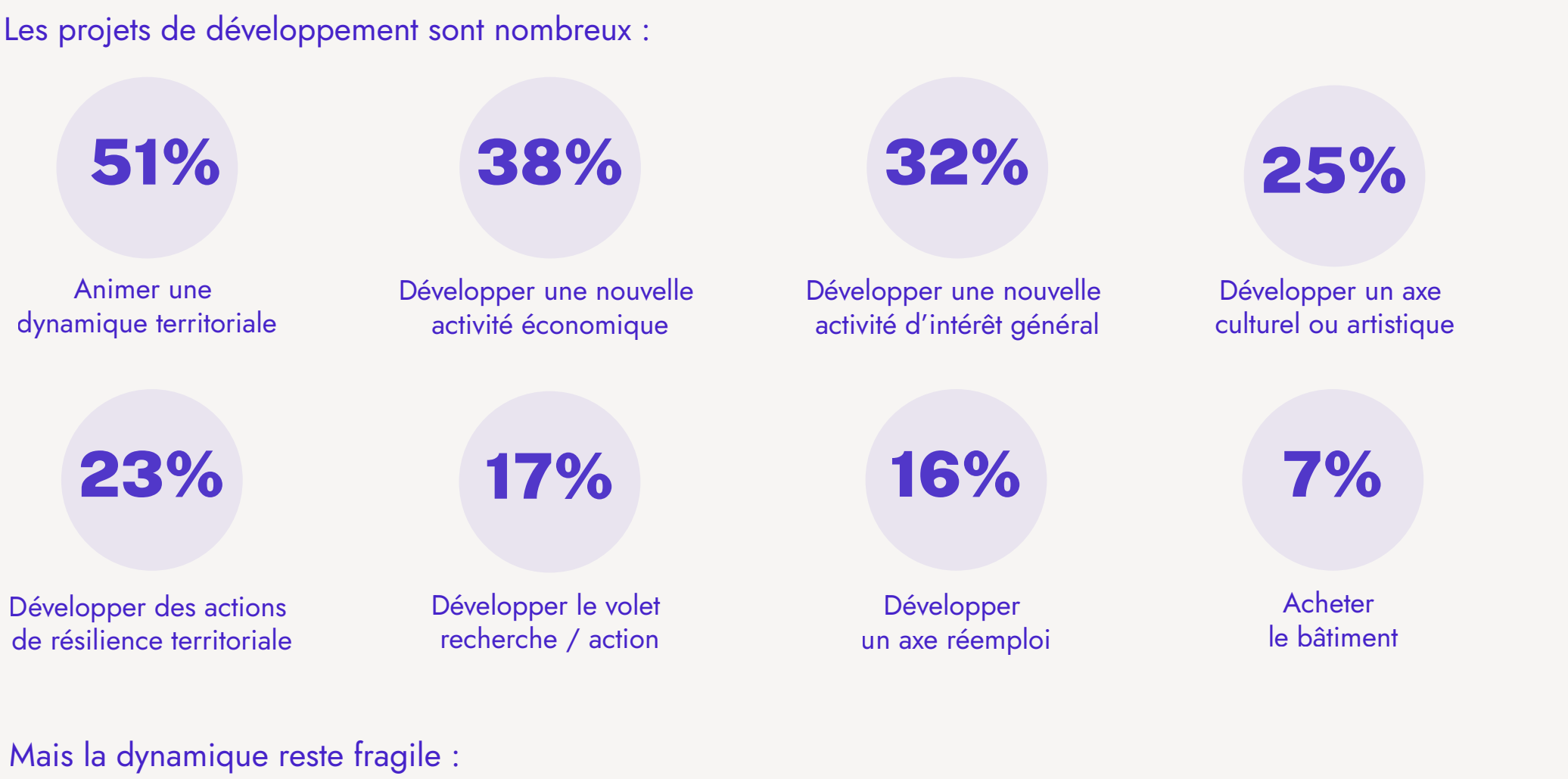
Lieux de production



Lieux d'apprentissage et d'insertion professionnelle



Une dynamique solide qui appelle désormais une consolidation



Principaux risques qui pèsent sur les tiers-lieux à 12 mois

- 42%

Baisse accentuée du soutien des partenaires publics
- 40%

Épuisement ou démotivation des équipes
- 39%

Non développement d'une activité ou d'un nouveau projet
- 25%

Arrêt d'une activité ou d'un projet
- 23%

Arbitrage en faveur de projets plus rentables
- 13%

Diminution de la qualité des services / activités
- 8%

Fermeture
- 4%

Redressement judiciaire

« La principale menace n'est pas la fermeture mais un affaiblissement progressif de leur capacité d'action et un recentrage sur les activités rentables. »